

N° 5297¹

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI

**transposant en droit luxembourgeois la directive
2003/48/CE du 3 juin 2003 du Conseil de l'Union
européenne en matière de fiscalité des revenus de
l'épargne sous forme de paiement d'intérêts**

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE DES EMPLOYES PRIVES

(25.3.2004)

Par lettre du 3 février 2004, Monsieur Jean-Claude Juncker, ministre des Finances, a soumis le projet de loi sous rubrique à l'avis de la Chambre des Employés Privés.

1. Le projet de loi a pour objet de transposer la directive 2003/48/CE du Conseil en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts dans le droit interne du Grand-Duché.

2. Selon l'exposé des motifs, la directive assurerait une prévisibilité à la place financière et maintiendrait la compétitivité du marché luxembourgeois par rapport à d'autres centres financiers. Ainsi, le private banking à Luxembourg serait consolidé.

3. En principe, selon la directive, chaque Etat membre doit informer les autres Etats membres des intérêts versés à des particuliers résidant dans un autre Etat membre.

Au lieu d'introduire cette obligation de communiquer des informations, trois pays (Autriche, Belgique et Luxembourg) vont toutefois appliquer une retenue à la source sur les paiements d'intérêts (15% pendant 3 ans, 20% pour les 3 années suivantes et 35% par la suite), ceci afin de sauvegarder l'anonymat des clients de banques vis-à-vis de l'administration fiscale.

4. Les dispositions de la directive sont applicables à partir du 1er janvier 2005, mais seulement si la Suisse, le Liechtenstein, Andorre, Monaco et Saint-Marin et les territoires dépendants ou associés concernés des Etats membres appliquent les mêmes dispositions.

La CEP•L salue le fait que les dispositions de la directive ne se limitent pas au territoire de l'Union européenne, mais que certains pays tiers doivent également adapter leurs législations avant que les dispositions de la directive ne puissent entrer en vigueur.

Cette condition permet à la place financière luxembourgeoise de rester concurrentielle par rapport à d'autres places financières, notamment celles de la Suisse. Il n'est en effet pas dans l'intérêt du Luxembourg, ni de l'Union européenne de faire de l'art pour l'art et d'organiser ainsi la fuite de capitaux vers des pays tiers.

5. La retenue est appliquée sur les revenus de l'épargne sous forme de paiement d'intérêts effectués au Luxembourg en faveur de personnes physiques qui sont des résidents fiscaux d'un autre Etat membre de l'Union européenne.

Par conséquent ne sont pas soumis à cette imposition: les personnes morales, les résidents fiscaux luxembourgeois ainsi que les résidents fiscaux d'un Etat hors Union européenne.

6. Les recettes provenant de cette retenue à la source sont partagées comme suit entre le Luxembourg et l'Etat de résidence du bénéficiaire du revenu imposé: 75% des recettes prélevées par le Luxembourg

sont versés à l'Etat de résidence du bénéficiaire des intérêts; les autres 25% reviennent au Trésor luxembourgeois.

7. Les dispositions de la directive ne sont pas intégrées dans le cadre légal existant, mais font l'objet d'une loi spéciale puisque la directive s'écarte dans certains points des concepts utilisés dans le droit fiscal luxembourgeois.

8. La Chambre des Employés Privés approuve le présent projet de loi.

Elle est d'avis que le modèle de coexistence retenu par la directive européenne permet à la place financière non seulement de survivre, mais aussi de se réorienter vers des niches de compétences dans certains domaines, par exemple les fonds éthiques ou les fonds de pension, qui ne dépendent pas de lacunes ou exceptions législatives.

Au niveau de ces niches de compétence, le Luxembourg peut évidemment jouer la carte de son expertise et de son savoir-faire reconnus pour attirer de nouveaux marchés afin de ne plus être considéré par certains comme un centre financier „off-shore“, mais bien comme un centre financier „on-shore“.

9. Il importe également pour l'image européenne du Luxembourg de jouer le jeu européen, c'est-à-dire d'accepter les deux côtés de la médaille.

Le Luxembourg a certainement beaucoup bénéficié de l'intégration européenne qui lui a permis de prospérer dans un environnement de stabilité politique, économique et sociale.

Mais notre pays a également profité de la „non-Europe“, c'est-à-dire de l'absence d'harmonisation, notamment dans le domaine de la fiscalité.

Or, le Luxembourg n'a pas d'intérêt à détruire son image de bon Européen en bloquant un processus qu'il ne peut de toute façon pas arrêter.

Dans ce cas de figure, il vaut mieux collaborer activement à la recherche de compromis, comme le Gouvernement luxembourgeois l'a fait, que de se limiter à jouer un rôle de pure opposition et de blocage.

Luxembourg, le 25 mars 2004

Pour la Chambre des Employés Privés,

Le Directeur,
Norbert TREMUTH

Le Président,
Jean-Claude REDING